

Accord professionnel

IEG : INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES

Avenant n° 1 du 25 novembre 2020

à l'accord du 17 décembre 2004
relatif à la mise en place d'un dispositif de retraite complémentaire

NOR : ASET2051034M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UFE ;

UNEMIG,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFE-CGC ;

FCE CFDT ;

FNME CGT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les récentes évolutions législatives et réglementaires en matière de retraite supplémentaire à prestations définies conduisent à la fermeture impérative de ce type de régimes régis selon les conditions existant antérieurement.

L'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019 relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire, qui transpose la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire, prévoit, à compter du 5 juillet 2019, l'interdiction d'instaurer dans les contrats de retraite professionnelle supplémentaire un aléa lié à l'achèvement de la carrière dans l'entreprise pour bénéficier des prestations attachées, ainsi que d'affilier de nouveaux bénéficiaires aux régimes à droits aléatoires existants.

En outre, l'ordonnance prévoit qu'aucun nouveau droit supplémentaire conditionnel à prestations ne peut être acquis dans les régimes existants au titre des périodes d'emploi postérieures au 31 décembre 2019.

Les pouvoirs publics ont par ailleurs précisé^[1] les modalités de fermeture des régimes à droits aléatoires existants et de gel des droits aléatoires accumulés jusqu'au 31 décembre 2019.

[1] Instruction interministérielle n° DSS/3C/5B/2020/135 du 27 juillet 2020.

Le présent avenant à l'accord du 17 décembre 2004 relatif à la mise en place d'un dispositif de retraite supplémentaire dans la branche des IEG pour les agents résidant dans les DOM, ci-après désigné « l'accord », a pour objet d'actualiser l'accord pour le mettre en conformité avec les nouvelles dispositions en la matière, et d'acter la fin de l'affiliation de nouveaux bénéficiaires à la composante retraite à prestations définies de ce régime (dit « article 39 ») à compter du 5 juillet 2019.

Par ailleurs, il vise à sécuriser dans les meilleures conditions :

- les droits des agents entrant dans le champ d'application du régime au 4 juillet 2019, non bénéficiaires au 31 décembre 2019 mais qui pourraient l'être au moment de la liquidation de leur retraite ;
- les droits aléatoires accumulés jusqu'au 31 décembre 2019 par les agents bénéficiaires à cette date par un nouveau calcul de prestation aléatoire au plus proche de l'ancienneté déjà acquise.

Il prend également acte du besoin d'ouvrir une négociation en 2021 pour aborder toutes les questions relatives à la composante retraite à cotisations définies de ce régime (dit « article 83 ») dans un environnement constitué notamment de la mise en extinction de fait de la composante retraite à prestations définies de ce régime (dit « article 39 »), d'une éventuelle réforme des retraites, et des évolutions consécutives à la loi PACTE.

Enfin, il précise que toute difficulté dans la mise en œuvre du présent avenant sera examinée dans le cadre de la commission de suivi de l'accord.

Article 1^{er} | *Dispositions modifiées*

L'article 4.1 de l'accord, intitulé « Bénéficiaires » est complété comme suit :

Un 1^{er} alinéa est introduit :

« Aucune nouvelle affiliation au présent régime de retraite à prestations définies ne peut être effectuée à compter du 5 juillet 2019. »

Le 5^e alinéa est complété comme suit :

« , appréciée au moment de la liquidation des droits à la retraite. »

L'article 4.2 de l'accord, intitulé « Niveau et modalités de calcul de la pension de retraite » est complété comme suit :

Après le 3^e alinéa, est inséré un 4^e alinéa, comme suit :

« L'acquisition des droits est gelée au 31 décembre 2019.

Deux situations doivent alors être distinguées :

- agents avec une ancienneté, telle que définie à l'article 4.1 du présent accord, de moins de 15 ans au 31 décembre 2019 mais de 15 ans ou plus à la liquidation de leur retraite des industries électriques et gazières : ces derniers bénéficieront de la rente minimale sous réserve du respect des conditions définies au 4.1 et que le niveau de leur rente au titre du régime à cotisations définies n'assure pas le niveau de rente minimale.

La formule de cristallisation des droits sera la suivante (de manière indicative, valeurs 2019) :

■ Si $x < 15$ et ancienneté à la liquidation ≥ 15

$$Prest_{art39} = \max(0 ; \min(870,29 ; 348,12 + 11,6 * y) - Prest_{art83})$$

- agents avec une ancienneté, telle que définie à l'article 4.1 du présent accord, de 15 ans ou plus au 31 décembre 2019.

Pour ces agents, bien qu'il n'existe aucune obligation en matière de proratisation des droits acquis par paliers, cette option est néanmoins ouverte par la réglementation. Pour être au plus proche des situations réelles avant l'évolution du dispositif, cette option est donc retenue.

La formule de cristallisation des droits sera donc la suivante (de manière indicative, valeurs 2019) :

■ Si $x \geq 15$ et $x < 20$

$$Prest_{art39} = \max(0 ; \min(870,29 ; 348,12 + (522,17 - 348,12) * \frac{x - 15}{5} + 11,6 * y) - Prest_{art83})$$

■ Si $x \geq 20$ et $x < 25$

$$Prest_{art39} = \max(0 ; \min(870,29 ; 522,17 + (696,23 - 522,17) * \frac{x - 20}{5} + 11,6 * y) - Prest_{art83})$$

■ Si $x \geq 25$

$$Prest_{art39} = \max(0 ; \min(870,29 ; 696,23 + 11,6 * y) - Prest_{art83})$$

Où,

$Prest_{art39}$ est le montant de prestation annuelle qui devrait être versée par le contrat 39 à la liquidation.

$Prest_{art83}$ est le montant de prestation annuelle qui devrait être versée par le contrat 83 à la liquidation.

x est le nombre entier d'années d'ancienneté dans les DOM au 31 décembre 2019.

y est le nombre entier d'années cotisées au régime 83 au 31 décembre 2019.

Les valeurs 2019 sont indicatives et seront indexées sur le salaire national de base en vigueur dans les IEG. »

L'article 6 de l'accord, intitulé « Commission de suivi de l'accord » est complété comme suit :

Le 5^e alinéa est complété comme suit :

« , et de ses futurs avenants »

L'article 7.2 de l'accord, intitulé « Révision » est complété comme suit :

Après le 1^{er} alinéa, est inséré un 2^e alinéa, comme suit :

« Prenant acte de l'extinction de fait de la composante retraite à prestations définies de ce régime (dit « article 39 ») d'une part et d'une éventuelle réforme des retraites décidée par les pouvoirs publics d'autre part, ainsi que des évolutions consécutives à la loi PACTE, les signataires conviennent d'ouvrir une négociation en 2021 pour aborder toutes les questions relatives à la composante retraite à cotisations définies de ce régime (dit « article 83 »). »

Les autres dispositions de l'accord demeurent inchangées.

Article 2 | Dispositions finales

Article 2.1 | Champ d'application de l'avenant

Le présent accord s'applique en France métropolitaine, dans les départements et régions d'outre-mer, ainsi qu'à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, aux entreprises dont le personnel relève du statut national du personnel des industries électriques et gazières, y compris aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 2.2 | *Entrée en vigueur et durée de l'avenant*

Le présent avenant entre en vigueur le lendemain du jour de la date de dépôt. Il est conclu pour une durée indéterminée.

Article 2.3 | *Révision et dénonciation*

En application des dispositions du code du travail, une négociation de révision pourra être ouverte à la demande des groupements d'employeurs ou d'une ou plusieurs organisations syndicales représentatives au niveau de la branche professionnelle.

La dénonciation du présent avenant pourra être effectuée par l'une des parties signataires dans les conditions prévues par le code du travail.

Article 2.4 | *Notification, dépôt et publicité*

À l'issue de la procédure de signature, et conformément aux dispositions du code du travail, le présent avenant sera notifié aux fédérations syndicales représentatives au niveau de la branche professionnelle des industries électriques et gazières.

À l'issue d'un délai de 15 jours suivant cette notification, le présent avenant fera l'objet, à l'initiative des groupements d'employeurs des industries électriques et gazières, des formalités de publicité et de dépôt conformément aux dispositions du code du travail.

Article 2.5 | *Procédure d'extension de l'avenant*

Les signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant auprès des ministres compétents.

Fait à Paris, le 25 novembre 2020.

(Suivent les signatures.)